SSOAR

Open Access Repository
www.ssoar.info

Principes antithétiques et adversaires communs: partis paysans et partis socialistes en Europe des années 1920 aux années 1960

Conord, Fabien

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:
Conord, F. (2011). Principes antithétiques et adversaires communs: partis paysans et partis socialistes en Europe des années 1920 aux années 1960. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, *11*(3), 411-421. https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446478

Nutzungsbedingungen:
Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de

Terms of use:
This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Comercial-NoDerivatives). For more Information see:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0

gesis
Leibniz-Institut
für Sozialwissenschaften

Mitglied der
Leibniz-Gemeinschaft

Principes antithétiques et adversaires communs
Partis paysans et partis socialistes en Europe des années 1920 aux années 1960

FABIEN CONORD

La nature des relations entre formations partisanes participe de la nécessaire compréhension de la vie politique. Les rapports entre partis constituent à ce titre un objet à part entière de l'histoire ou de la science politique. Pourtant, leur étude se limite souvent à des développements marginaux au sein de travaux consacrés généralement à une seule force politique, dont sont envisagées les relations avec les formations partenaires et/ou concurrentes, voire clairement antagonistes. Quelques travaux sont consacrés aux échanges entre partis proches[1]. Cet article propose une analyse des relations entre deux types de formations partisanes que tout semble opposer, mais dont l'observation révèle une réelle complexité. Partis paysans et partis socialistes constituent les deux forces ainsi confrontées. Leur définition même pose question. Les partis socialistes recouvrent l'ensemble des formations appartenant à la Deuxième Internationale, puis à l'IOS (Internationale Ouvrière Socialiste de l'entre-deux-guerres) et enfin à l'Internationale socialiste reconstituée en 1951. L'expression «partis paysans» désigne quant à elle les formations se revendiquant de l'agrarisme, doctrine qui anima d'abord syndicats et associations, avant de trouver une traduction partisane. Les partis paysans, souvent instrumentalisés par des éléments urbains[2], ne reposent d'ailleurs pas exclusivement sur la base sociale dont ils se prévalent. Dans une réflexion comparée, Daniel-Louis Seiler et Jean-Michel De Waele proposent de distinguer des partis agrariens (en Europe du Nord et de l'Ouest) «dont le projet est la défense et la promotion des intérêts économiques et sociaux des agriculteurs» et des partis paysans (en Europe centrale et orientale) «défendant un type d'agriculture et un mode de vie spécifique»[3]. Les différences d'implantation et de positionnement politique de ces partis expliquent la diversité de leurs relations avec les mouvements socialistes. Celles-ci font l'objet d'un rapide tour d'horizon de la part de Pierre Barral, qui porte l'accent sur les antagonismes, en matière doctrinale et dans les luttes sociales

---

[1] Trois exemples, de part et d'autre de l'échiquier politique: Mathias BERNARD, *La guerre des droites: droite et extrême droite en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Odile Jacob, Paris, 2007; Noëlline CASTAGNEZ, Gilles MORIN (dir.), *Socialistes et radicaux. Querelles de famille*, L'Ours, Paris, 2008; Marc LAZAR, «„Affinités électives", „convergences parallèles" et „déchirements fratricides", les relations entre partis communistes et partis socialistes en France et en Italie», *Pouvoirs*, no. 50, 1989, pp. 151-168.

[2] Pierre CORNU, Jean-Luc MAYAUD, «L'agrarisme, question d'histoire urbaine? Approche comparée de la construction des „campagnes"dans la France et l'Allemagne de l'ère indsutrielle», dans Jean-Claude CARON, Frédéric CHAUVAUD (dir.), *Les campagnes dans les sociétés européennes: France, Allemagne, Espagne, Italie, 1830-1930*, PUR, Rennes, 2005, pp. 33-54.

[3] «La défense du monde rural: les partis agrariens et paysans», dans Daniel-Louis SEILER, Jean-Michel DE WAELE (éds.), *Les partis agrariens et paysans en Europe*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2009, pp. 7-18/p. 12.

des campagnes italiennes ou espagnoles[1]. Une observation conduite à l'échelle européenne et attentive aux alliances politiques offre une vision plus nuancée. Les deux courants connaissent une naissance presque contemporaine. Le socialisme se structure en partis durant la seconde moitié du XIX^{e} siècle, autour de la I^{ère} mais surtout de la II^{e} Internationale, née en 1889. À la fin du siècle, la plupart des pays européens sont dotés d'une formation socialiste. De manière quelque peu décalée, l'agrarisme qui naît de la peur de déclassement de segments de la société rurale, donne lui aussi naissance à des partis politiques[2]. Ces processus trouvent leur achèvement, en Europe centrale et orientale, durant l'entre-deux-guerres[3]. L'agrarisme européen des années 1920 aux années 1960 repose sur des principes communs. Le primat accordé à la terre dans l'économie nationale, la valeur morale attribuée aux paysans, l'affirmation d'un vif patriotisme conjugué avec un attachement à la paix non moins affirmé, la défense de la propriété individuelle et l'hostilité au collectivisme caractérisent l'ensemble des formations partisanes qui se réclament de ce courant. Son rapport aux institutions est plus contrasté. La plupart des partis paysans se placent au centre de l'échiquier politique mais certains d'entre eux affichent un vif antiparlementarisme. Leur relation avec les notables est également variable. Si les classes dirigeantes jouent un rôle déterminant dans la structuration de l'agrarisme (le Roumain Maniu et le Slovaque Hodža sont docteurs en droit, le Tchèque Švehla est un important propriétaire), celui-ci permet aussi l'émergence de *leaders* issus du monde paysan (le Bulgare Stambouliski est le fils d'un paysan pauvre, le Polonais Witos et le Roumain Mihalache «mirent leur fierté à garder la blouse et à refuser la cravate»[4]).

Les agrariens sont parfois classés à droite, ce que conteste Daniel-Louis Seiler[5], qui estime notamment que dans les partis de cette mouvance nés dans les pays protestants durant l'entre-deux-guerres «se retrouvèrent rapidement dans une position centriste entre les sociaux-démocrates dont ils partageaient le dirigisme économique et les partis bourgeois dont ils étaient proches par l'attachement aux valeurs traditionnelles»[6]. Cette tension entre deux mouvements explique l'ambiguïté des relations entre partis paysans et partis socialistes. Agrarisme et socialisme reposent sur deux postulats contradictoires. Le marxisme -principale doctrine socialiste en Europe à cette époque- voit dans la lutte des classes le principe moteur de l'évolution sociale[7]. L'agrarisme suppose l'existence d'intérêts communs entre les différentes composantes du monde agricole, voire de la société rurale dans son ensemble, et estime que ces liens, et la concurrence face aux villes, l'emportent sur les éléments de division perceptibles au

---

[1] Pierre BARRAL, «Les mouvements agrariens de l'ère industrielle (jusqu'à la seconde guerre mondiale)», *Revue Historique*, t. CCXXXII, 1964, pp. 299-330/pp. 313-315.

[2] La croissance urbaine dispense les villes de cette crainte, même s'il existe un parti de défense urbaine en Hongrie durant l'entre-deux-guerres (Daniel-Louis SEILER, *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, [1993], 2000, p. 147).

[3] Catherine HOREL, Traian SANDU, Fritz TAUBER, *La périphérie du fascisme. Spécification d'un modèle fasciste au sein de sociétés agraires. Le cas de l'Europe centrale entre les deux guerres*, L'Harmattan, Paris, 2006, et Paul PASTEUR, *Les États autoritaires en Europe 1919-1945*, Armand Colin, Paris, 2007, notamment chapitre III: «Des pays agraires aux économies fragiles», pp. 39-50.

[4] Pierre BARRAL, «Les mouvements agrariens de l'ère industrielle…cit.», p. 311.

[5] Daniel-Louis SEILER, *Les partis politiques*, cit., pp. 55-56.

[6] *Ibidem,* p.146.

[7] Le regard porté par les socialistes s'inspirant de Karl Marx sur le monde rural a fait l'objet d'une thèse de Roger-Robert Argenton (*Les doctrines agraires du marxisme*, Saint-Brieuc, 1934).

sein des campagnes[1]. Le modèle collectiviste peut, en regard, apparaître comme «un anti-agrarisme revendiqué»[2] et les relations entre partis paysans et partis socialistes témoignent souvent d'antagonismes violents[3]. Pourtant, agrariens comme socialistes peuvent partager des combats pour des revendications semblables ou contre des adversaires communs. Ils sont en effet confrontés aux mêmes défis de la crise économique, de l'émergence du communisme[4] et de la montée des fascismes. C'est aux motivations, aux formes et aux limites de leurs alliances qu'est consacré le travail qui suit.

Des aspirations sociales partagées

Entre 1917 et 1922, l'Europe connaît une vague de réformes agraires, d'inspiration communiste (en Russie/Union soviétique) mais aussi d'initiative conservatrice[5]. L'ambiguïté de ces réformes est grande. En Pologne, le cabinet Moraczewski s'appuie sur les partis paysans et ouvriers pour exproprier la grande propriété. La question agraire est au cœur de la campagne électorale de l'hiver 1918-1919, où la réforme constitue le «mot d'ordre principal» des formations populistes[6]. Aspirations sociales et construction nationale se conjuguent, avec des proportions variables, dans les projets mis en œuvre. Les thèses soutenues en France durant l'entre-deux-guerres par des intellectuels d'origine centre européenne révèlent l'importance du nationalisme dans ces politiques. Les dernières phrases de la conclusion de Stanislas Jagusz sur la Pologne sont explicites:

> «Grâce à ces réformes, on pourrait atteindre un autre but: celui de fortifier l'unité nationale dans les provinces de l'Est et de l'Ouest par l'intermédiaire des paysans polonais, colonisateurs de ces provinces.
>
> Or, les grandes propriétés de ces provinces sont, pour la plupart, entre les mains de Polonais, mais elles passent souvent, à la suite de l'endettement

---

[1] Pierre CORNU, Jean-Luc MAYAUD, «Le temps retrouvé de l'agrarisme? Réflexion critique sur l'historicité et l'actualité d'un paradigme», dans IDEM (dir.), *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19e siècle à nos jours*, La Boutique de l'Histoire, Paris, 2007, pp. 7-48/p. 14.

[2] Jean VIGREUX, «Le communisme rural en Europe, entre agrarisme progressiste et modèle collectiviste: quelques jalons», dans Pierre CORNU, Jean-Luc MAYAUD (dir.), *Au nom de la terre*…cit., pp. 257-274/p. 265.

[3] Ils sont visibles dans la presse partisane (la lecture de *La Voix de la Terre*, organe du Parti Agraire et Paysan Français, l'illustre abondamment par ses prises de position réitérées contre le collectivisme) mais aussi dans l'organisation de manifestations, dont l'une des plus significatives est celle du Rassemblement des agriculteurs qui proteste en juin 1935 devant le château du roi de Danemark pour protester contre la politique gouvernementale des sociaux-démocrates.

[4] Sur les rapports entre communistes et paysans, v. les travaux de George D. JACKSON Jr, *Comintern and Peasant in East Europe 1919-1930*, Columbia University Press, New York, London, 1966, et Jean VIGREUX, *Monde rural et politique au XXe siècle. Le communisme aux champs*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, 2007.

[5] Entre 1918 et 1922, des réformes agraires, d'ampleur et de nature très diverses, sont décidées en Allemagne, Autriche, Bulgarie, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

[6] Stanislas JAGUSZ, *Les questions agraires en Pologne*, thèse de droit, Université de Paris, Imprimerie Georges Subervie, Rodez, 1935, pp. 151-152.

> excessif, aux mains de capitalistes qui n'ont parfois rien de commun avec la nation et l'État polonais.
>
> L'accession des paysans polonais sans terre à la propriété augmenterait aussi la stabilité du pays, car c'est une large classe de paysans propriétaires qui fait la force d'un État»[1].

Ce discours ne dénote pas aux yeux du Parti paysan polonais qui, fondé en 1895, a pris le nom de PSL en 1903 et fait figure de mouvement d'émancipation nationale et sociale[2]. Le même composé de revendications sociales et d'affirmation nationale, voire nationaliste, trouve son équivalent en Roumanie. Valeriu Bercaru espère ainsi que «le développement de la paysannerie, amené par la réforme agraire, va assurer la régénération» des «classes dirigeantes» roumaines et «activera la formation d'une élite forte et cultivée constamment renouvelée par les apports des classes laborieuses et saines de la campagne»[3]. Ion Mihalache fonde en 1918 un Parti paysan, qui réclame l'expropriation des grands domaines, l'organisation de coopératives paysannes et le développement du crédit rural. Il fusionne en 1925 avec le Parti national roumain de Transylvanie pour former le Parti national paysan (dirigé par Iuliu Maniu). Stanislaw Milkowski, responsable de l'Union de la jeunesse rurale en Pologne, écrit deux ouvrages (*L'agrarisme en tant que forme de reconstruction du régime social* en 1934 et *La lutte pour la nouvelle Pologne* en 1936) où il se montre partisan de l'autogestion et de la coopération. S'il est hostile au communisme, il adhère – dans une certaine mesure – à la critique marxiste du capitalisme[4].

En France, le PAPF (Parti Agraire et Paysan Français), fondé en 1929, se considère comme un parti républicain mais utilise vite un registre hostile au radicalisme qui domine le ministère de l'Agriculture durant l'entre-deux-guerres. Dès 1930, son *leader* Fleurant Agricola écrit ainsi que «la classe paysanne nettoiera les écuries d'Augias», dans un article surtitré «Notre parti politique antipoliticien»[5]. Les manifestations animées par le PAPF sont souvent l'occasion de heurts violents avec les institutions[6]. Pierre Casanova consacre significativement un article sur les rapports entre le PAF et la SFIO. Il constate que «les dirigeants socialistes se sont imaginés que l'agrarisme était une invention de la réaction, pour transporter sur un autre terrain et avec d'autres armes la bataille antisocialiste». Il nuance ensuite l'opposition des deux forces, tout en soulignant leurs différends:

> «Oui, nous approuvons cette partie très limitée de leur programme, qui combat les excès des grandes congrégations économiques et industrielles, de la haute finance et des trusts. Oui, comme les socialistes et au besoin avec eux, nous combattrons cette oligarchie financière peu nombreuse mais toute-puissante, qui commande aux gouvernements et au Parlement, parce qu'elle dispose du capital

---

[1] *Ibidem*, p. 219.

[2] Frédéric ZALEWSKI, «Le Parti paysan polonais *PSL*: un retour aux sources du mouvement paysan?», dans Pierre CORNU, Jean-Luc MAYAUD (dir.), *Au nom de la terre*…cit., pp. 275-286.

[3] Valeriu BERCARU, *La réforme agraire en Roumanie*, thèse de doctorat économique, Université de Dijon, Librairie Universitaire J. Gamber, Paris, 1928, p. 79.

[4] Frédéric ZALEWSKI, «Le Parti paysan polonais *PSL*…cit.», p. 281.

[5] *La Voix de la Terre*, 29 mars 1930.

[6] Édouard LYNCH, «Le Parti agraire et paysan français, entre politique et manifestation», *Histoire et sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, no. 13, 1er trimestre 2005, pp. 54-65/p. 63.

de grandes entreprises, pourtant souscrit par une foule petits actionnaires ignorants, éloignés et sacrifiés. Mais, par contre, nous sommes violemment antisocialistes, parce que nous sommes violemment anticollectivistes. Nous le sommes aussi parce que nous sommes protectionnistes, et adversaires des monopoles»[1].

L'un des intellectuels liés au PAPF, Marcel Braibant, écrit que «la civilisation paysanne, c'est toute une partie de l'humanité soustraite à l'empire de l'argent, à toutes ses compromissions, à ses déchéances, au danger du crédit (réduit ici au minimum) et aux horreurs de la spéculation»[2]. Outre le capitalisme qu'ils condamnent, agrariens et socialistes sont aussi confrontés à un autre adversaire qui atteint directement leur existence: l'autoritarisme européen des années 1920 et surtout des années 1930.

Des partis victimes des régimes autoritaires de l'entre-deux-guerres

Sous l'égide d'Antonín Švehla, le parti agraire tchécoslovaque suscite la création d'un Bureau international de documentation, qui devient le Bureau international agraire. Il se veut le «centre international des partis politiques paysans qui se sont constitués sur la base de défense des intérêts de la population paysanne et rurale et professent le principe parlementaire et démocratique». Il réunit en 1935 les formations suivantes: Union nationale des paysans bulgares, Parti national paysan roumain, *Bund der Landwirte* et *Deutsche Bauernpartei* (Allemagne), *Landbund für Österreich* (Autriche), *Plattelandersbund* (Pays-Bas), Parti des paysans et des citoyens d'Argovie et celui du pays de Berne, Parti Agraire et Paysan Français, parti agraire espagnol, parti agraire belge, parti paysan finlandais, parti des agriculteurs estoniens, Union paysanne lettone, parti paysan lituanien, parti républicain des agriculteurs et petits paysans et la réunion des trois partis paysans polonais, ainsi que les trois partis yougoslaves (serbe, croate, slovène)[3].

Les historiens désignent couramment ce Bureau international agraire comme une «Internationale verte»[4]. Cette couleur n'apparaît pourtant pas sur le bulletin de l'organisation, dont les responsables successifs n'usent pas davantage du terme

---

[1] *La Voix de la Terre*, 24 juillet 1930.

[2] Marcel BRAIBANT, *Essai sur la politique générale du Parti Agraire et Paysan Français*, lettre-préface de M. Victor Boret, sénateur, ancien ministre de l'Agriculture, Les Flambeaux, Paris, 1932, p. 26.

[3] François HOUILLIER, *L'organisation internationale de l'agriculture*, thèse soutenue le 7 mars 1935, Université de Paris, Librairie technique et économique, Paris, 1935, p. 262.

[4] Pierre BARRAL, *Les sociétés rurales du XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1978, p. 207 et Daniel E. MILLER, *Forging Political Compromise: Antonín Švehla and the Czechoslovak Republican Party, 1918-1933*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 1999, p. 95. Tous les partis paysans scandinaves (dont certains nouent une alliance avec la social-démocratie dans les années 1930) ne sont pas membres du Bureau international agraire. Les agrariens finlandais, qui appartiennent à ce Bureau, ne sont pas systématiquement associés au vert: la coalition qu'ils nouent avec les sociaux-démocrates est dite «rouge-terre» (*puna-multa*) (Maurice CARREZ, «L'échec du Front populaire en Europe du Nord», dans Xavier VIGNA, Jean VIGREUX, Serge WOLIKOW (dir.), *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, La Dispute-Éditions Sociales, Paris, 2006, pp. 241-254/p. 250).

«vert» dans leurs discours[1]. Dès ses débuts, cette Internationale agraire est confrontée au durcissement des régimes autoritaires, puisque les partis paysans yougoslaves sont dissous en 1929. En Pologne, où les agrariens ont été au pouvoir, dans le cadre de la présidence de la République (avec Stanislaw Wojciechowski de 1922 à 1926) ou de coalitions gouvernementales (autour de Wincenty Witos notamment) entre 1920 et 1926, l'installation du régime de Pilsudski les renvoie dans l'opposition, voire en exil, y compris l'ancien Premier ministre, pourtant plutôt conservateur, Wincenty Witos, qui réside en Tchécoslovaquie à partir de 1933[2]. Les agrariens participent aux mouvements sociaux dirigés contre le régime en 1936 et 1937.

Le parti paysan croate est fondé en 1904, par les frères Ante et Stjepan Radić. Le second est le *leader* de la paysannerie yougoslave entre 1918 et 1929. Après avoir milité, en 1919, pour la création d'une République paysanne de Croatie, il emprisonné le 1er janvier 1925, et parti hors la loi, car accusé de relations avec l'Internationale communiste, puis devient ministre de l'Instruction en 1925-1926, après sa libération[3]. Passé dans l'opposition en 1927, il forme en octobre une Coalition démocratique paysanne, avec Pribićević. Victime d'un attentat le 20 juin 1928, il meurt le 8 août suivant. Le Parti paysan partage les combats du PC dans l'opposition à partir de 1935.

Très tôt, les dirigeants de l'Internationale verte s'inquiètent aussi des dérives autoritaristes discernables dans plusieurs organisations paysannes. L'auteur d'un article du *Bulletin du Bureau international agraire* relève ainsi en 1931 que le mouvement finlandais Lapua «dirigé surtout contre le communisme», «montre nettement certaines tendances fascistes». Il rappelle en revanche que le congrès des 29-30 décembre 1930 du Parti agraire «a voté une résolution disant que notre parti restait fidèle au régime parlementaire»; c'est pourquoi ce Parti«sa ligne politique traditionnelle», qui consiste «à défendre la légalité et les libertés civiques»[4]. La position du Bureau international agraire est exprimée officiellement par son président, Milan Hodža, lors de la Conférence de 1933, année cruciale. Elle est explicite:

> «Dans l'Europe d'aujourd'hui, on joue le sort de la démocratie. À l'exception des pays classiques de la démocratie, la France, l'Angleterre, la Suisse, des États nordiques et -qu'il me soit permis d'ajouter: de la Tchécoslovaquie – il y a presque dans tous les États du continent des luttes âpres entre la dictature et la démocratie, luttes qui ne diffèrent que par leur forme et par leur intensité. Dans les États nouveaux de l'Europe centrale, l'acharnement de ces luttes est intensifié par les efforts continuels faits par l'ancien régime pour rétablir le système de l'impérialisme et de la réaction. Quelle est la position occupée dans la lutte de ces deux courants par la démocratie agraire? Il est évident qu'en France, en Suisse, aux Pays-Bas, et aussi dans la nouvelle démocratie espagnole, sa place ne peut être qu'au premier rang du régime de la démocratie, de la liberté et du constitutionnalisme»[5].

---

[1] Les textes produits par le Bureau international agraire et les comptes rendus des congrès de nombreux partis paysans sont disponibles dans le *Bulletin du Bureau international agraire*, publié en trois langues (allemand, français, tchèque).

[2] Daniel BEAUVOIS, *Histoire de Pologne*, Hatier, Paris, 1995, pp. 269-270.

[3] Dušan T. BATAKOVIC (dir.), *Histoire du peuple serbe*, L'âge d'homme, Paris/Lausanne, 2005, p. 286.

[4] *Bulletin du Bureau international agraire*, no. 1, 1931, pp. 58-60.

[5] *Bulletin du Bureau international agraire*, no. 1, 1933, p. 7.

L'orateur distingue deux ennemis de l'agrarisme. À une extrémité du spectre politique, il estime que «le nationalisme radical allemand a fait disparaître pour quelques temps les premiers germes de la démocratie agraire en Allemagne», où selon lui, «on aperçut derrière les coulisses du nationalisme impétueux l'impérialisme et le junkerisme qui, par leur psychologie et leur histoire, sont les frères aînés du fascisme». De l'autre côté de l'éventail partisan, «il est sûr que la démocratie agraire constitue aujourd'hui déjà le rempart qui empêche le bolchevisme d'envahir l'ouest de l'Europe»[1]. Cette position également hostile aux communistes et aux fascismes (voire aux autoritarismes conservateurs dans leur ensemble) explique les possibilités d'alliance entre les partis paysans et des partis socialistes qui appartiennent bien souvent à la droite de l'IOS. Même en France, où agrariens et socialistes s'opposent, Henri Noilhan écrit en novembre 1933 un article flétrissant les dictatures polonaise mais surtout allemande, qui vient d'écraser un parti agraire allemand «qui, foncièrement républicain, n'a pu s'accommoder du régime de la croix gammée»[2].

Au-delà de leurs différences et différends, partis paysans et partis socialistes peuvent donc être victimes des mêmes adversaires. Toutefois, même lorsqu'ils sont partenaires, leur relation est toujours asymétrique.

Une relation asymétrique

Les relations entre partis paysans et partis socialistes sont partiellement régies par leur taille respective. Quatre configurations existent.

Le premier cas de figure est celui de l'absence de l'un des deux protagonistes. Si les socialistes sont implantés un peu partout en Europe, les agrariens ne parviennent pas à trouver un espace politique dans tous les pays. C'est notamment le cas en Europe occidentale.

La deuxième situation est celle d'un parti socialiste puissant, et d'un parti paysan largement minoritaire. En Suède, l'un des pays où ils sont les mieux implantés, les agrariens demeurent bien loin d'égaler les scores sociaux-démocrates, ainsi que l'illustre le tableau ci-dessous:

Tableau 1
Scores électoraux recueillis par les sociaux-démocrates et les agrariens en Suède 1944-1960

Année	Sociaux-démocrates	Agrariens
1944	46,55%	13,64%
1948	46,13%	12,39%
1952	46,05%	10,74%
1956	44,58%	9,45%
1958	46,22%	12,66%
1960	47,79%	13,61%

[1] *Ibidem*.
[2] *La Voix de la Terre*, 15 novembre 1933.

Un troisième groupe de pays accorde l'avantage aux formations paysannes par rapport aux partis socialistes. C'est principalement le cas en Europe orientale et méridionale. En Roumanie, les élections de 1931 et 1932 illustrent la prééminence non discutable des partis paysans sur leurs homologues du mouvement ouvrier. Le Parti national-paysan, pourtant affaibli de multiples scissions, obtient successivement 15,68% des suffrages aux élections de 1931 et 45,17% à celles de 1932. Le Parti paysan (Lupu) recueille 3,60% puis 6,15%, tandis que le Parti national-agraire, fondé en 1931 par Octavian Goga, obtient 3,90% des suffrages en 1932. Les sociaux-démocrates ne recueillent que 3,39% et 3,38%[1].

La situation où partis paysans et partis socialistes sont placés dans une situation d'équilibre relatif est peu fréquente. Dans les années 1920, le Parti social-démocrate serbe ne dépasse jamais 3% des suffrages, quand l'Alliance des agriculteurs oscille entre 4,5 et 7,4%[2]. L'un des exemples les plus aboutis d'équilibre est fourni par l'élection du président de la République finlandaise en 1956, où l'agrarien Urho Kekkonen l'emporte avec seulement deux voix d'avance sur son adversaire social-démocrate. À partir de 1968, il est d'ailleurs réélu avec le concours des sociaux-démocrates. Cet épisode est l'une des ultimes rencontres entre agrariens et socialistes, récurrentes en Europe du Nord depuis les années 1930.

Europe du Nord et Tchécoslovaquie: motivations et limites de la grande alliance

L'établissement d'alliances pérennes entre agrariens et socialistes durant l'entre-deux-guerres concerne principalement la Tchécoslovaquie et les pays d'Europe du Nord.

Le Parti républicain *of the Czechoslovak Countryside* est constitué le 30 avril 1919. Il acquiert rapidement une place centrale au sein de l'échiquier politique tchécoslovaque[3]. Le mouvement politique est favorable à une réforme foncière, à l'établissement d'un monopole d'État sur les céréales, à la mise en place d'un réseau de coopératives et de caisses de crédit populaire. Le parti compte 40 députés en 1920, 46 en 1925 et 46 en 1929. À partir de 1925, il détient la présidence du Conseil, les ministères de l'Agriculture, de la Défense et de l'Intérieur (à de rares exceptions pour les deux derniers), ainsi que la présidence de la Chambre. En 1935, Charles Hoch, dans un ouvrage consacré aux partis politiques tchécoslovaques, voit dans Antonín Švehla un «homme politique de grand format». Il dégage la raison de son succès: il «sut rapprocher les agriculteurs des socialistes et fit de leur entente commune la clef de voûte du système de gouvernement tchécoslovaque»[4]. Les successeurs d'Antonín Švehla sont František Udržal (1929-1932) et Jean Malypetr (président de la Chambre puis du Conseil). Le *leader* slovaque du parti est Milan Hodža, qui accède à la direction du Bureau international agraire.

---

[1] Matthieu BOISDRON, *La Roumanie des années 1930: de l'avènement de Carol II au démembrement du royaume, 1930-1940*, préface de Bertrand JOLY, Anovi, Parçay-sur-Vienne, 2007, p. 202.

[2] Dušan T. BATAKOVIĆ (dir.), *Histoire du peuple serbe*, L'âge d'homme, Paris/Lausanne, 2005, p. 286.

[3] Daniel E. MILLER, *Forging Political Compromise*...cit., p. 11.

[4] Charles HOCH, *Les partis politiques en Tchécoslovaquie*, Orbis, Prague, 1935, p. 18.

En Suède, le rapprochement entre socialistes et paysans est initié par la Fédération de la jeunesse socialiste suédoise et la Fédération paysanne, qui collectent des fonds nécessaires aux ouvriers et aux paysans affectés par la crise économique des années 1930. Le Parti agrarien se rapproche de la gauche en raison de son implantation parmi les paysans pauvres, désireux de sécurité économique. Son attitude est facilitée par la politique du *leader* social-démocrate Per Albin Hansson qui associe les revendications paysannes et ouvrières. L'usage de l'impôt progressif sur le revenu permet une redistribution favorable aux ouvriers des villes, qui peuvent ainsi acheter les produits ruraux, en dépit des prix soutenus assurés à ces derniers par un protectionnisme conforté[1]. Cette convergence d'intérêts est la clé d'une entente politique entre agrariens et sociaux-démocrates, condition reconnue comme nécessaire à la pérennité d'un gouvernement social-démocrate dans la Suède des années 1930[2]. Cette alliance n'est toutefois pas sans nuages. En 1936, Per Albin Hansson tombe sur la question des retraites et il est remplacé, jusqu'aux élections, par un paysan (Axel Pehrsson). Les sociaux-démocrates retrouvent ensuite la majorité.

En Finlande, où les antagonismes politiques qui ont suivi 1918 ont été d'une grande violence, «le Parti social-démocrate ne réussit à réduire le fossé né de la guerre civile entre les paysans et les ouvriers qu'en se rapprochant du Parti agrarien, comme le firent leurs équivalents suédois»[3]. Le putsch de Mäntsälä (1932) «fait prendre enfin conscience aux agrariens qu'il existe un danger de dérive autoritaire de la République. Cela ouvre peu à peu la voie à une alliance avec la social-démocratie autour de valeurs démocratiques»[4]. Cette convergence prend forme en 1937 avec le soutien apporté par les sociaux-démocrates à l'élection de l'agrarien Kallio à la présidence de la République et la mise en place d'un gouvernement dit «rouge-terre» (*puna-multa*).

L'alliance entre agrariens et sociaux-démocrates limite le danger autoritariste venant de l'extrême droite mais a aussi pour effet d'empêcher la mise en place d'une coalition de Front populaire[5]. C'est la raison qui motive le refus des étudiants socialistes à l'égard de cette alliance, opposition qui provoque leur exclusion par le SPD finlandais[6].

Les agrariens finlandais sont eux-mêmes divisés. Le Parti de petits fermiers de Finlande est fondé en 1929. Il obtient un siège au Parlement dès 1930, trois en 1933 et deux en 1936. Deux autres partis le concurrencent dans le vote paysan. Le Parti du Peuple détient deux sièges en 1933 et un siège en 1936. Un troisième parti, de Muhos, n'est pas représenté au Parlement. Les trois organisations se réunissent pour former le Parti des petits cultivateurs et de la population rurale, sans grand succès, puisqu'il ne recueille que deux sièges en 1939[7].

---

[1] Jacques DROZ, *Le socialisme démocratique 1864-1960,* Armand Colin, Paris, 1966, p. 273, et Maurice CARREZ, «L'échec du Front populaire…cit.», p. 248.

[2] Jean ELLEINSTEIN (dir.), *Histoire mondiale des socialismes*, tome 4: *1929-1945*, Éditions des Lilas, Paris, 1984, p. 323.

[3] *Ibidem*, p. 326.

[4] Maurice CARREZ, «L'échec du Front populaire…cit.», p. 250.

[5] *Ibidem*.

[6] Seppo HENTILÄ, Osmo JUSSILA, Jukka NEVAKIVI, *Histoire politique de la Finlande XIX^e^-XX^e^ siècle*, [1995] Fayard, Paris, 1999, pp. 234-235.

[7] Ces divisions se retrouvent en Islande, où «la droite libérale-conservatrice elle-même voit se détacher d'elle une aile gauche paysanne (le *Boendaflokkur*)» en 1933 (Jean-François BATTAIL, Régis BOYER, Vincent FOURNIER, *Les sociétés scandinaves de la Réforme à nos jours*, PUF, Paris, 1992, p. 470).

L'alliance entre agrariens et socialistes n'est d'ailleurs pas sans limites, en Suède mais aussi en Norvège où l'Union paysanne, associée au gouvernement en 1936[1], bloque, avec la droite, le projet de création d'un Fonds de soutien à l'économie en 1937[2]. La coïncidence chronologique avec la Suède n'est pas fortuite. Après le rapprochement suscité par la crise économique, les divergences en matière de choix politiques ressurgissent. Ces ruptures, pour l'heure ponctuelles ou temporaires, suggèrent l'éloignement plus définitif qui survient durant l'après-guerre, au temps de la croissance.

L'après-guerre: dernières coalitions et ruptures

La mise en place de régimes communistes en Europe centrale et orientale condamne à l'impuissance, voire au silence ou à l'exil, les partis socialistes et les partis paysans, même si certains de ces derniers survivent comme partis satellites, notamment en RDA où le SED «peut s'appuyer sur le Parti des paysans démocrates (NBD)»[3]. En Pologne, le PSL reconstitué en 1945 par un ancien collaborateur de Witos constitue la seule opposition légale au communisme. Il devient lui aussi un parti satellite sous le nom de ZSL (Parti paysan unifié) après l'exil de son dirigeant en 1947. L'Internationale agraire, quant à elle, survit en exil jusque dans les années 1960[4].

L'étude des relations entre agrariens et socialistes doit toutefois se concentrer désormais sur l'Europe du Nord. En Finlande, leurs relations sont fort complexes, puisque lorsqu'en 1948 l'extrême gauche est écartée du gouvernement, les sociaux-démocrates ne veulent pas gouverner seuls avec l'Union agraire. En 1950, ils préfèrent soutenir Juho Kusti Paasikivi que l'agrarien Urho Kekkonen, qu'ils accusent de collusion avec les communistes[5]. En janvier 1951, le deuxième gouvernement Kekkonen réussit à renouer l'alliance entre agrariens et sociaux-démocrates, mais elle se brise en juin 1953 sur le programme d'austérité. Une nouvelle coalition voit le jour après les élections de 1954 et dure jusqu'en 1957. Les sociaux-démocrates se divisent en deux groupes après les élections de juillet 1958; le gouvernement Fagerholm subit en décembre suivant le départ des agrariens et doit démissionner.

En Suède, il faut attendre septembre 1951 pour une nouvelle alliance entre sociaux-démocrates et agrariens suédois. En 1948, des pourparlers ont bien eu lieu mais les agrariens ont refusé d'adhérer à un projet commun. En 1951, malgré sa large victoire, le Parti social-démocrate, conduit par Tage Erlander, «fait alors un choix qui, aujourd'hui encore, entraîne bien des commentaires, favorables ou hostiles», écrit un militant français des années 1970: «alors qu'il vient de s'assurer une majorité absolue au Sénat, il décide de s'allier au Parti paysan dans un cabinet de coalition»[6]. Motivée par la volonté de promulguer des réformes s'appuyant sur un consensus important,

---

[1] *Bulletin du Bureau international agraire*, no. 34, 1936, pp. 185-188.

[2] Jean-François BATTAIL, Régis BOYER, Vincent FOURNIER, *Les sociétés scandinaves*…cit., p. 475.

[3] Jean VIGREUX, «Le communisme rural en Europe…cit.», p. 273.

[4] Daniel E. MILLER, *Forging Political Compromise*...cit., p. 96.

[5] Seppo HENTILÄ, Osmo JUSSILA, Jukka NEVAKIVI, *Histoire politique de la Finlande*…cit., pp. 332-333 et 342-343.

[6] Serge RICHARD, «Tage Erlander», dans *Les grands révolutionnaires*, Martinsart, Romorantin, 1978, pp. 327-368/p. 361.

l'alliance prend fin en 1957, lorsqu'un désaccord sur les retraites complémentaires professionnelles (que les premiers veulent faire financer par les seuls employeurs) oppose les deux formations. L'année suivante, le Parti agrarien change de nom pour se transformer en Parti du Centre (*Centerparti*). Cette décision accompagne une mutation de sa sociologie, plus attentive aux classes moyennes urbaines, et de son positionnement politique, plus volontiers réceptif aux alliances à droite. En Finlande, c'est après 1964 que l'Union agraire devient le Parti du Centre. L'évolution démographique justifie cette adaptation puisque la population devient majoritairement urbaine en 1970. Ces transformations coïncident avec l'ouverture des sociaux-démocrates au reste de la gauche à partir de 1963. Un gouvernement de coalition unit toutefois sociaux-démocrates et anciens agrariens à l'issue des élections de 1966. Tous les agrariens finlandais n'approuvent d'ailleurs pas l'*aggiornamento* de leur formation puisque le Parti rural de Finlande regroupe en 1966 des militants entrés en dissidence depuis l'après-guerre tandis qu'un transfuge de l'Union agraire, Veikko Vennamo, fonde le Parti des Petits fermiers. En Norvège aussi, ce sont des agrariens qui prennent la tête du gouvernement après l'échec travailliste de 1965.

Les alliances gouvernementales entre agrariens et socialistes en Europe du Nord se heurtent à des divergences en matière de politique économique, mais aussi internationale. Ainsi, le Parti du Centre, issu de l'ancien Parti agrarien suédois, s'oppose à ses anciens alliés sociaux-démocrates sur la question du programme nucléaire.

Conclusion

Les alliances entre partis paysans et partis socialistes sont principalement déterminées par deux motivations. Elles peuvent constituer une réponse à une menace politique (l'extrême droite des années 1930 en Finlande par exemple) ou à une crise économique aux conséquences sociales dévastatrices (la dépression de 1929 essentiellement). Ces raisons expliquent que les alliances entre socialistes et paysans se soient essentiellement nouées durant l'entre-deux-guerres.

Deux autres facteurs jouent un rôle important. Les alliances entre partis paysans et partis socialistes sont permises par l'émergence du communisme qui place les partis socialistes dans une position moyenne entre le centre dont relève souvent l'agrarisme et un collectivisme davantage identifié désormais au communisme. Elles contribuent d'ailleurs à limiter les possibilités d'entente entre socialistes et communistes. Les alliances entre partis paysans et partis socialistes naissent plus volontiers dans les pays protestants que dans les pays catholiques ou orthodoxes où les Églises jouent souvent un rôle de frein contre de tels rapprochements. Il ne s'agit toutefois pas d'un facteur bloquant puisque la Tchécoslovaquie est un pays catholique…

Les alliances entre ces deux forces politiques prennent toujours la forme d'une plus grande intervention de l'État dans le marché ou la répartition foncière. Elles finissent toutefois par achopper sur des questions d'arbitrage en matière de politique économique. Leur entente requiert donc des conditions multiples et spécifiques, qui se rencontrent essentiellement durant les années 1930. Lorsque des partis paysans renaissent en Europe centrale et orientale à la fin du XX^{e} siècle, après l'effondrement du système communiste, ils constituent une alternative politique face aux formations qui se définissent comme socialistes et sont souvent issues des anciens partis uniques.